



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Cahier des clauses techniques particulières

Référence: CCTP

n° 01/2024/AIA CF SDGO/BMR/HSCT

Version: 4 date : 09/07/2025

CCTP pour le ou les sites de ⁽¹⁾ : CF ☒ BX ☐ CP ☐ AB ☐ BR ☐

(1) cocher les cases correspondantes

Objet

Fourniture de protections auditives moulées et prestations associées pour l'atelier industriel de l'aéronautique de Clermont-Ferrand (AIA CF) y compris ses antennes de Phalsbourg, Orléans et Evreux

Références documentaires éventuelles :

Résumé

La prestation attendue est la suivante :

La fabrication sur mesure de protections auditives moulées conformes à la norme en vigueur qui leur est applicable.

La formation du personnel détenteur de ces équipements sur l'utilisation et l'entretien.

Une garantie, à minima de cinq (5) ans, pièce et main d'œuvre.

Une assurance, à minima de cinq (5) ans, de remplacement à l'identique en cas de perte ou de dommage.

Entité émettrice: BMR/HSCT/AIACF

Mots-clés :

Visé par

Vérifié par

Approuvé par

Émetteur de besoin
(nom, date, visa)

Prescripteur
(nom, date, visa)

Sous-directrice Gestion
Organisation
(nom, date, visa)

Mme LAPLANCHE

M. VALERIO

Mme ROCHIAS

16/07/2025

12/07/2025

16/07/2025

La Sous-Directrice de
Gestion Organisation
Claudine ROCHIAS

- SYNTHÈSE DES MODIFICATIONS SUCCESSIVES -

Version	Date	§ modifié	Nature de la modification	Justification	Rédacteur
0	05/04/24		Edition de base		GOYON
1	28/11/24		Marché global pour les sites de Clermont Ferrand, Phalsbourg, Evreux et Orléans (pas de lots).		LAPLANCHE
2	12/12/24		Modification suite CSA		CHAZELAS
3	14/05/25	8.2	Modification « Site de Clermont-Ferrand (exigences liées aux sites de l'AIA CF) »		MARCHEVAL
4	09/07/25		1 ^{ère} page : garantie augmentée à 5 ans		CHAZELAS
		1	Rajout « entretien, suivi et sensibilisation » des PAM		
		3	Rajout « plus-value différentes matières » « changement de morphologie » et « suivi documentaire des dotations (SI avec traçabilité, accès aux dotations, export périodique des fichiers...) ».		
		5.2	Rajout des matières acceptées		
		5.3	Rajout de la composition du kit de nettoyage		
		6	Modification de l'indice des filtres. Rajout d'une possibilité de communication entre opérateurs ainsi que par téléphone. Rajout « afin de réaliser et d'adapter les PAM aux niveaux d'exposition au bruit »		
		7	Rajout « suivi documentaire des dotations (SI avec traçabilité, accès aux dotations, export des fichiers...) ».		
		9	Garantie augmentée à 5 ans au lieu de 4 et rajout « changement de morphologie et perte ».		



SOMMAIRE

1.	CONTEXTE	4
2.	DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE	4
2.1.	DOCUMENTS DE REFERENCE A APPLIQUER	4
2.2.	TERMINOLOGIE	4
3.	OBJET	5
4.	EXIGENCES D'ASSURANCE DE RÉSULTATS	5
5.	EXIGENCES EN MATIERE DE NORMES	6
5.1.	GENERALITES	6
5.2.	MATERIAUX	6
5.3.	DEFINITION ATTENDUE	6
6.	EXIGENCES CONCERNANT LES FILTRES	7
7.	EXIGENCES EN MATIERE DE REALISATION DE LA PRESTATION	7
7.1.	PRISE D'EMPREINTES	8
7.2.	REMISE DES PROTECTIONS AUDITIVES MOULEES A L'OPERATEUR	8
7.3.	NOMBRE DE PERSONNES A EQUIPER	8
7.4.	PERIODICITE ET DUREE D'INTERVENTION	8
8.	EXIGENCES LIÉES AUX SITES DE L'AIA CF	9
8.1.	EXIGENCES COMMUNES	9
8.2.	SITE DE CLERMONT-FERRAND	10
8.3.	SITE DE PHALSBURG	10
8.4.	SITE D'ORLEANS	11
8.5.	SITE D'EVREUX	11
9.	EXIGENCES EN MATIERE DE GARANTIE ET OBLIGATIONS DE RESULTATS	11
10.	MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	12
11.	OPERATIONS DE VERIFICATION-ADMISSION	13
12.	PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'HSCT	13
13.	EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14
14.	EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE	14
15.	EXIGENCES LIÉES AU TRAITEMENT DES DONNEES	16
15.1.	SEPARATION DES DONNEES DE L'AIA-CF ET DES DONNEES D'AUTRES CLIENTS	16
15.2.	SUPPORT DE STOCKAGE HEBERGEANT LES DONNEES DU CLIENT	16
15.3.	TRANSFERT DES DONNEES DU CLIENT	16
15.4.	DESTRUCTION DES INFORMATIONS	16
15.5.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	16
16.	SIGNALEMENT DES INCIDENTS DE SECURITE DETECTES	16
17.	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE	17

1. CONTEXTE

Le présent CCTP concerne la fourniture des protections auditives moulées et les prestations associées (sensibilisation, entretien et suivi) :

- prise d'empreintes,
- formation à l'utilisation, la mise en place et l'entretien,
- adaptation et remplacement éventuel des protections auditives,
- fourniture de kits de nettoyage des protections auditives moulées.

Cette fourniture et ses prestations associées doivent couvrir une période de 4 ans minimum à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand (AIA CF) et ses antennes :

L'AIA CF est composé des sites :

- de CLERMONT-FERRAND (département 63),
- de PHALSBURG (département 57),
- d'ORLEANS (département 45),
- d'EVREUX (département 27).

2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

2.1. Documents de référence à appliquer

- Code du travail partie législative concernant la conception et la mise sur le marché des équipements de travail et moyens de protection.
Quatrième partie : Santé et sécurité au travail, Livre III : Equipements de travail et moyens de protection, Titre Ier : Conception et mise sur le marché des équipements de travail et moyens de protection.
Art. L4311-1 à L4314-2.
- Code du travail partie réglementaire concernant les protections individuelles face au risque.
Quatrième partie : Santé et sécurité au travail, Livre IV : Prévention de certains risques d'exposition, Titre III : Prévention des risques d'exposition au bruit, Chapitre IV : Mesures et moyens de prévention, section 2 : Protection individuelle.
Articles R.4434-7 à R4434-10.
- Règlement Européen relatif aux équipements de protection individuelle (EPI).
UE 2016/425 et ses mises à jour en vigueur.
- Norme Européenne concernant les exigences en matière de construction, de conception, de performances et de marquage des bouchons d'oreille.
EN 352-2 :2020 et ses mises à jour en vigueur.

2.2. Terminologie

- AIA CF : Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand ;
- BMR/HSCT : Bureau Maîtrise des Risques section Hygiène Sécurité et Conditions de Travail ;
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- CE : Communauté Européenne ;



- EPI : Équipement de Protection Individuelle ;
- PAM : Protection Auditive Moulée ;
- POC : Point de contact ;
- RSC : Responsable Suivi de Contrat.

3. OBJET

Dans le cadre des mesures qui sont mises en place pour assurer la protection individuelle des personnels exposés au bruit au cours de leurs activités, l'AIA CF équipe ses opérateurs de protections auditives moulées (PAM).

Une PAM est un EPI contre le bruit, constitué d'un bouchon adapté à la morphologie et d'un filtre protecteur permettant la communication en milieu bruyant.

Le présent CCTP concerne la fourniture des protections de ce type et la réalisation des prestations associées (sensibilisation, entretien et suivi) à savoir :

- une information / sensibilisation des opérateurs aux dangers occasionnés par le bruit et à la nécessité du port de protections auditives ainsi qu'aux différentes matières proposées avec leurs avantages et inconvénients ;
- la prise d'empreintes, le stockage des empreintes ;
- la formation des personnels à l'utilisation et à l'entretien régulier de ces équipements ;
- la maintenance des protections auditives moulées (changement de filtre, reprise d'empreintes, PAM en mauvais état (remplacement cordon, boîte ...) déjà en service ;
- le remplacement de toutes les protections auditives moulées dégradées, perdues ou changement de morphologie ;
- le remplacement des protections auditives moulées inadaptées ;
- la fourniture de kits de nettoyage des PAM ;
- le suivi documentaire des dotations (SI avec traçabilité, accès aux dotations, export périodique des fichiers...).

Les propositions doivent répondre à toutes les spécificités décrites dans le présent document.

Les prestations sont réalisées par un prestataire dénommé « le titulaire » dans le présent document.

4. EXIGENCES D'ASSURANCE DE RÉSULTATS

L'équipement doit répondre aux prescriptions réglementaires du code du travail en vigueur, notamment :

- Doit être conçu et construit de façon que sa mise en place, son utilisation, son réglage, son entretien, dans des conditions conformes à sa destination, y compris en cas de modification, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité ou leur santé (conformité aux règles techniques de santé et de sécurité pour la conception et la construction fixée par le code du travail).
- Le fabricant, l'importateur ou le responsable de la mise sur le marché de l'équipement établit et signe une déclaration de conformité CE par laquelle il atteste que l'équipement est conforme aux règles techniques pertinentes et satisfait aux procédures d'évaluation de la conformité applicable.

5. EXIGENCES EN MATIERE DE NORMES – DEFINITION PRODUIT

5.1. Généralités

Les protections auditives moulées doivent être en conformité avec le règlement européen 2016/425 ainsi qu'aux mises à jour en vigueur et être accompagnées d'une déclaration de conformité (DoC).

Les PAM doivent également répondre aux exigences de la norme EN 352-2 :2020 « Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences générales - Partie 2 : Bouchons d'oreille » ainsi qu'aux mises à jour en vigueur.

5.2. Matériaux

Les matériaux utilisés dans les éléments constitutifs du bouchon d'oreille qui entrent en contact avec la peau de l'utilisateur doivent satisfaire aux exigences de la norme EN 352-2 :2020 ainsi qu'aux mises à jour en vigueur.

Les matières utilisées pour la fabrication des bouchons d'oreilles doivent être hypoallergéniques, confortables pour un port prolongé et résistantes dans le temps. Elles doivent assurer un positionnement aisé et fiable des protections dans le conduit auditif, ainsi qu'une facilité de retrait.

Les principales matières acceptées sont :

- silicone médical souple,
- silicone bi-dureté,
- acrylique rigide,
- photopolymères (si conformes aux exigences EN 352-2).

L'entretien des bouchons doit également pouvoir s'effectuer par nettoyage à l'eau savonneuse ou selon la procédure indiquée par le fabricant.

5.3. Définition attendue.

La couleur des PAM sera de couleur aisément repérable.

Le cordon sera amovible et aussi de couleur aisément repérable.

La boîte de rangement des PAM devra être d'une couleur aisément repérable en cas de perte.

Les kits de nettoyage seront conditionnés sous forme de packs individuels (pochette zippée, sacoche ou coffret...) et devront contenir au minimum :

- un boîtier ou étui de rangement hygiénique,
- un produit nettoyant (spray ou lingettes antiseptiques),
- une brosse douce pour l'entretien,
- une notice d'utilisation et d'entretien en français.

Nota : pour chaque modèle de kit proposé, la durée de couverture sera indiquée.



6. EXIGENCES CONCERNANT LES FILTRES

Le titulaire propose un éventail de 3 filtres adaptés minimum, tenant compte :

- des différentes zones de bruit de l'établissement,
- du poste occupé par l'opérateur,
- de la sensibilité et du comportement de l'opérateur vis à vis du bruit.

L'indice global d'affaiblissement sonore (SNR) des filtres devra être compris entre -17 dB maximum et -32 dB minimum.

Des filtres devront assurer une protection contre les bruits impulsionnels (martelage, rivetage, etc...).

Des filtres devront permettre la tenue de conversations entre les personnels équipés ainsi que par téléphone.

Afin de réaliser et d'adapter les PAM aux niveaux d'exposition au bruit, une cartographie sonore des différents ateliers employant les opérateurs sera mise à disposition du titulaire avant sa première intervention et renouvelée lors de chaque complément ou mise à jour.

7. EXIGENCES EN MATIERE DE REALISATION DE LA PRESTATION

Le titulaire devra être en mesure de proposer au moins 2 modèles différents de PAM.

Les opérations à réaliser par le titulaire consistent à :

- définir avec chaque opérateur le modèle de PAM ainsi que le type de filtre adapté au poste de travail,
- effectuer la prise d'empreintes,
- assurer la fourniture et la remise aux opérateurs d'un pack (identifié au nom, prénom, matricule, date de prise d'empreintes et modèle de PAM avec type de filtre fourni) comprenant les PAM, leur boîte de rangement, un cordon, les kits de nettoyage des PAM et un livret d'informations rédigé en langue française,
- assurer une formation / sensibilisation des opérateurs aux dangers occasionnés par le bruit et à la nécessité du port de protections auditives et leur remettre un support de formation,
- assurer la formation des opérateurs à l'utilisation et à l'entretien de l'équipement,
- conserver les empreintes pendant la durée de garantie ;
- le suivi documentaire des dotations (SI avec traçabilité, accès aux dotations, export périodique des fichiers...).

Le titulaire du marché peut confier une partie de la prestation à une entreprise spécialisée. Toutefois, il a obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir en cours d'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

Si besoin une réunion annuelle sera organisée par le service achat de l'AIA CF, afin de faire un bilan avec le prestataire.

7.1. Prise d'empreintes

Le titulaire se rend sur chacun des sites pour rencontrer chaque opérateur, recueillir les éléments concernant son exposition au bruit, sa sensibilité et son comportement vis-à-vis du bruit et procéder à la prise d'empreintes.

Au regard des éléments recueillis, un type de filtre sera proposé pour chaque opérateur. Ces propositions pourront être soumises au Centre de Médecine de Prévention de l'AIA CF qui disposera d'une semaine pour les valider ou demander des modifications.

7.2. Remise des protections auditives moulées à l'opérateur

Le titulaire :

- se rend sur chacun des sites;
- présente et sensibilise un groupe d'opérateurs sur la spécificité du matériel. Le titulaire indiquera le nombre de personnes pouvant être sensibilisées en même temps.
- remet le matériel à chaque opérateur avec les consignes suivantes :
 - o repérage oreille droite, oreille gauche,
 - o apprentissage et vérification de la mise en place des protections auditives moulées,
 - o entretien des protections auditives moulées,
 - o information sur les temps de port et d'adaptation.

7.3. Nombre de personnes à équiper

- **Site de Clermont-Ferrand**
Sur les quatre périodes de 1 an chacune :
Quantité minimale approximative : 80 Quantité maximale approximative : 200
- **Sites Phalsbourg**
Sur les quatre périodes de 1 an chacune :
Quantité minimale : 0 Quantité maximale approximative : 20
- **Site d'Orléans**
Sur les quatre périodes de 1 an chacune :
Quantité minimale approximative : 5 Quantité maximale approximative : 30
- **Sites d'Evreux**
Sur les quatre périodes de 1 an chacune :
Quantité minimale : 0 Quantité maximale approximative : 20

7.4. Périodicité et durée d'intervention

- Les déplacements sur chaque site s'effectuent en fonction des besoins exprimés, selon les modalités fixées au § 8.



- Les horaires d'intervention seront définis entre le titulaire et BMR/HSCT.
- La durée d'intervention sera fonction :
 - o du nombre de relevés de prises d'empreintes à effectuer par le titulaire,
 - o du nombre de protections auditives moulées à remettre aux opérateurs,
 - o du nombre de PAM nécessitant une maintenance.

8. EXIGENCES LIÉES AUX SITES DE L'AIA CF

8.1. Exigences communes

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse à minima de l'observation des consignes suivantes :

- l'entrée sur site se fait uniquement par le poste d'accueil filtrage (PAF),
- toute personne étrangère à l'AIA CF doit être en possession d'un badge établi par le PAF. Ce badge sera obligatoirement rendu, au poste, à l'occasion de chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
- interdiction d'introduire sur les sites des boissons alcoolisées et substances psychoactives, appareils photographiques ou armes,
- interdiction de quitter les locaux où se déroule la prestation et de circuler sur les sites sans être accompagné du responsable de l'exécution du marché; l'accès des bâtiments non concernés par la prestation est strictement interdit,
- interdiction formelle de fumer et vapoter dans les locaux et partout où l'interdiction est affichée,
- toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être effectuées à tout moment.
- le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations,
- le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur des sites de l'AIA CF et ses antennes,
- il est rappelé que la responsabilité de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur des sites à un membre de l'entreprise,
- l'attention du chef d'entreprise est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF et ses antennes.

Les sous-traitants éventuels des entreprises seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.

L'Administration se réserve le droit d'interdire l'accès à l'établissement et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle indésirables sans être tenue de fournir des explications.

L'emploi de personnel de nationalité étrangère est exclu (sauf dérogation accordée par l'Administration).

8.2. Site de Clermont-Ferrand

La période pendant laquelle les interventions peuvent avoir lieu, dans les locaux de l'AIA CF, est fixée les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (2 semaines en août et 1 semaine en fin d'année).

L'AIA CF autorise les personnels du titulaire à accéder aux locaux de l'AIA CF afin de leur permettre d'exécuter les prestations prévues par le marché, ceci pendant la période d'intervention définie ci-dessus. Toutefois, le titulaire doit auparavant satisfaire à toutes les obligations réglementaires de sécurité et de protection du secret en vigueur à l'AIA CF au moment de l'intervention.

Pour cela, le titulaire doit faire le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations concernant son personnel et satisfaire à toutes les consignes particulières de l'AIA CF.

Le titulaire ne devra apporter aucune gêne au fonctionnement de l'établissement et sera tenu de remettre à l'officier de sécurité, 10 jours avant le début de l'exécution du contrat, une liste nominative des responsables et des personnes qu'il désire employer.

Instructions sur la sécurité dans l'AIA CF :

- interdiction de circuler en voiture à l'intérieur de l'établissement. Seuls les véhicules venant livrer du matériel et le véhicule du chef d'entreprise ou du surveillant de travaux venant inspecter son chantier, sont autorisés à pénétrer dans l'établissement,
- aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7h00 et 7h20 et entre 16h00 et 16h20 du lundi au jeudi et entre 14h00 et 14h20 le vendredi,
- l'accès de la cantine de l'établissement est autorisé aux horaires des repas qui seront communiqués.

8.3. Site de Phalsbourg

La période pendant laquelle les interventions peuvent avoir lieu, sur le site de Phalsbourg, est fixée les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h45 à 12h00 et de 13h00 à 17h15 et le vendredi de 7h45 à 11h45, et hors périodes de fermeture de l'établissement (2 semaines en août et 1 semaine en fin d'année).

Le personnel du titulaire ou de toute entreprise sous-traitante susceptible d'intervenir sur le site de Phalsbourg doit remplir une semaine avant le début des prestations et ensuite à chaque début d'année civile, une demande d'autorisation d'accès. Ce document est fourni par le détachement de Phalsbourg.

Les intervenants se présentent au poste d'accueil et de filtrage du site d'intervention qui leur fait suivre la procédure. Ils doivent être munis d'une pièce d'identité et de l'identité du chef d'antenne ou de son suppléant.

8.4. Site d'Orléans

La période pendant laquelle les interventions peuvent avoir lieu, sur le site d'Orléans, est fixée les jours ouvrés du lundi au jeudi de 8H30 à 12h00 et de 13h00 à 17h et le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 15h, et hors périodes de fermeture de l'établissement (jours fériés/TAOPM et 2 semaines en fin d'année).

Le personnel du titulaire ou de toute entreprise sous-traitante susceptible d'intervenir sur le site d'Orléans doit remplir une semaine avant le début des prestations et ensuite à chaque début d'année civile, une demande d'autorisation d'accès. Ce document est fourni par le détachement d'Orléans.

Les intervenants se présentent au poste d'accueil base à 8H30 minimum afin de récupérer leurs badges d'accès. Ils doivent être munis d'une pièce d'identité et de l'identité du chef d'antenne ou de son suppléant.

8.5. Site d'Evreux

La période pendant laquelle les interventions peuvent avoir lieu, sur le site d'Evreux, est fixée les jours ouvrés du lundi au mercredi de 8h00 à 17h00 et les jeudis et vendredis de 8h00 à 16h00, et hors périodes de fermeture de l'établissement (2 semaines en août et 1 semaine en fin d'année).

Le personnel du titulaire ou de toute entreprise sous-traitante susceptible d'intervenir sur le site d'Evreux doit envoyer à son POC sur la base aérienne, la photocopie recto verso d'une pièce d'identité. Le POC initie une demande d'accès sur la base aérienne 48h00 avant la venue du personnel du titulaire ou de l'entreprise sous-traitante via un fichier qui se trouve sur le portail intradef de la base aérienne. Cette demande sera validée par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) de la base et la Cellule de sécurité de l'Emprise (CSB).

Tout personnel arrivant dans ses conditions passera par le poste d'accueil à l'entrée pour récupérer son badge temporaire en échange d'une pièce d'identité et contacter son POC qui viendra le récupérer et l'emmener à destination.

Toute demande d'accès doit être effectuée impérativement au moins 48h00 avant la venue sur la base aérienne.

9. EXIGENCES EN MATIERE DE GARANTIE et OBLIGATIONS DE RESULTATS

La garantie de bon fonctionnement est au minimum de cinq (5) ans, à compter de la date d'admission de la fourniture par les sites du SIAé. Au titre de cette garantie, le titulaire du marché s'oblige à remplacer à ses frais la partie des fournitures déjà en service qui est reconnue défectueuse (changement de filtre, reprise d'empreinte, PAM en mauvais état, changement de morphologie, remplacement cordon, remplacement boîte...) et perdue.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement du personnel titulaire.

La prise en charge, au titre de cette garantie est demandée par écrit au titulaire. Le délai d'intervention est défini au cas par cas et d'un commun accord entre le titulaire et les sites du SIAé.

Cette garantie inclut également la dégradation ou la perte des protections auditives.

Le titulaire veillera à bien respecter les contre-indications à l'équipement de la PAM :

- conduit auditif trop étroit,
- production chronique de cérumen avec bouchon,
- eczéma sur conduit auditif externe,
- etc...

L'opérateur équipé doit bénéficier de PAM qui ne présentent pas de sensation de gêne physique, ni de sensation d'isolement par rapport à l'environnement et qui permettent de dialoguer sans avoir besoin de les retirer. Les PAM doivent être ergonomiques pour satisfaire à la manipulation et au positionnement, à un confort de port et à un nettoyage aisé et pratique.

Dans le cas contraire, dans la limite d'un mois à partir de la remise des PAM et suite à l'établissement d'une demande d'intervention dans le cadre du service après-vente, le titulaire s'engage sans supplément de prix à réaliser les opérations nécessaires (reprise d'empreintes et fourniture de nouvelles protections, changement de filtres...), jusqu'à ce que l'opérateur soit en mesure d'utiliser ses protections de manière satisfaisante dans le cadre de son activité professionnelle.

Nota : Les PAM doivent être compatibles avec le port d'autres EPI nécessaires aux postes de travail (casque de protection auditive par exemple).

Les PAM doivent être identifiables (n° d'ordre, n° de série...).

Au maximum, tout cas confondu : 5% de remplacement par an constaté sur les 4 dernières années.

10. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Dans le cadre de prise d'empreintes, BMR/HSCT contacte par téléphone le titulaire afin de lui exprimer ses besoins et confirme par messagerie le titulaire.

Sous 48 heures maximum, le titulaire ou son sous-traitant contacte BMR/HSCT afin de convenir d'une date d'intervention dans l'établissement.

Un e-mail, envoyé par BMR/HSCT confirmera la date d'intervention. Le titulaire confirme en retour, par courriel la prise de rendez-vous.

Nota : La prestation est exécutoire après notification au titulaire d'un bon de commande.

En cas de non-respect de cette date, des pénalités seront appliquées.

Dans le cadre de livraison de PAM, le titulaire ou son sous-traitant contacte par téléphone le bureau BMR/HSCT afin de convenir d'une date d'intervention dans l'établissement (AIA CF-FD et ses antennes).

BMR/HSCT confirmera par e-mail la date d'intervention. En cas de non-respect de cette date, des pénalités seront appliquées.

À partir de la date de prise d'empreintes, le titulaire dispose d'un délai de 8 semaines pour assurer la livraison.

En supplément des mentions prévues dans le CCAP, les bons de livraison devront comporter :

- nom, prénom de l'opérateur,
- référence de la PAM,
- désignation du type de PAM,
- quantités livrées.

Nota : Le titulaire doit être en mesure lors de son intervention d'effectuer simultanément une remise des PAM et la prise d'empreintes.

11. OPERATIONS DE VERIFICATION-ADMISSION

À l'issue de chaque intervention du titulaire, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par BMR/HSCT.

Les opérations de vérification portent notamment sur les éléments suivants :

- délai de livraison,
- présence de l'ensemble des fournitures,
- réalisation de la formation élémentaire aux utilisateurs,
- conformité « CE » du matériel (certificat et marquage),
- présence de l'ensemble des documents.

Après constatation de la bonne exécution des opérations par BMR/HSCT, l'admission de ces prestations est prononcée par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur dans un délai de quatre semaines, à compter de la date de livraison.

12. PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'HSCT

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère de la défense, une inspection commune préalable permettra, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette inspection doit avoir lieu préalablement à l'exécution des travaux (15 jours minimum) et fait l'objet de traçabilité par la rédaction de documents requis selon le résultat de l'analyse de risque :

- attestation d'inspection commune préalable en cas d'absence de risques liés aux interférences;
- certificat d'analyse des risques et des mesures prises;
- plan de prévention par écrit dès lors qu'une opération répond aux conditions fixées par l'article R. 4512-7 du code du travail ou à l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 juin 2019 fixant la liste complémentaire des travaux dangereux dans les mines et carrières.

Comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par les entreprises (utilisatrice et extérieure) avant le début des travaux.

Si tel n'est pas le cas l'AIA CF se verra dans l'obligation de reporter le début de la prestation.

Ces exigences et dispositions doivent être communiquées par le titulaire auprès des sous-traitants éventuels pour application.

13. EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'objet du présent marché est une mission de fourniture de protections auditives moulées et de prestations associées qui ne fait l'objet à priori d'aucune atteinte à l'environnement. Néanmoins, compte tenu de l'activité relative aux installations et ouvrages ou des travaux susceptibles de générer des impacts sur l'environnement, un soin tout particulier doit être apporté au niveau de la sécurité et de la protection de l'environnement.

L'AIA CF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015 (en particulier les rubriques 3260, 4110, 4120 et 2930). Il a obtenu et maintenu la certification environnementale ISO 14001 depuis juin 2006.

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant et les activités de conceptions, d'études ou de fournitures. L'AIA CF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis

Avant la mise en route des prestations, le responsable AIA CF de suivi de contrat, recensera, en compagnie du titulaire, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des prestations sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Pour les interventions sur les antennes, le responsable de suivi de contrat précisera les consignes particulières dans le cadre du plan de prévention.

14. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des ressources humaines et matérielles basées sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalent.



Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la prestation est au moins conforme aux exigences spécifiées dans le présent CCTP.

15. EXIGENCES LIEES AU TRAITEMENT DES DONNEES

15.1. Séparation des données de l'AIA-CF et des données d'autres clients

Le titulaire conserve et traite les données collectées de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès à ces données suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.

15.2. Support de stockage hébergeant les données du client

Le titulaire conserve en lieu sûr les supports de stockage de données hébergeant des données du client (disque durs des ordinateurs du prestataires) durant toute la durée du support ou de la prestation.

15.3. Transfert des données du client

Le titulaire s'engage à ne pas transférer à un tiers, sans l'autorisation écrite préalable du client, les données collectées lors de la prestation.

15.4. Destruction des informations

Le prestataire doit être en mesure de détruire tout ou partie des informations (documents électroniques et papier) relatives au projet sur simple demande écrite du commanditaire ou lorsque sa prestation sera terminée.

Cette destruction devra utiliser des moyens adaptés visant à s'assurer qu'aucune donnée ne puissent être récupérées.

15.5. Protection des données personnelles

L'ensemble des données personnelles, qu'elles soient manipulées directement par un système informatique ou non, doivent être traitées conformément au RGPD règlement n° 2016/679, dit règlement général sur la protection des données promulgué le 27 avril 2016.

16. SIGNALEMENT DES INCIDENTS DE SECURITE DETECTES

Le titulaire s'engage à signaler au donneur d'ordres, au plus tôt, tout incident de sécurité ou anomalies susceptibles d'atteindre directement ou indirectement les données collectées ou qui lui sont confiées.



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cahier des clauses techniques particulières

Référence : CCTP n°

01/2024/AIA CF/SDGO/BMR/HSCT

Version: 4 date : 09/07/2025

17. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte les documents techniques ainsi que tout ou partie des renseignements relatifs à la technologie, à l'activité du site sans autorisation écrite. Le titulaire a l'obligation de maîtrise des compétences de ses employés.

En aucun cas, il ne devra sortir du site des documents sans l'accord du RSC.